PAR LES FORCES, POUR LES FORCES

CENTRE DE DOCTRINE D'EMPLOI DES FORCES

Lettre du RETEX–RECHERCHE n° 24

BANGKOK 2010, LA CRISE DES CHEMISES ROUGES

Par le Lieutenant-colonel Sébastien de PEYRET, officier traitant à la division doctrine du CDEF

AVERTISSEMENT

Les Lettres du Retex – Recherche sont des notes exploratoires destinées à l'information des forces. Elles n'engagent que leurs auteurs.

CE QU'IL FAUT RETENIR

- Durant la crise des Chemises rouges (2010), les forces armées thaïlandaises ont montré une réelle capacité à contrôler un mouvement multiforme, en interarmées, au cœur de la capitale.
- Les modes opératoires des Chemises rouges peuvent être employés par n'importe quel groupe sur un territoire national.
- Les forces militaires et de police thaïlandaises ont su éviter la montée aux extrêmes, même face à des groupes armés.
- Le succès d'une telle opération n'est envisageable que par un organe de commandement intégré.

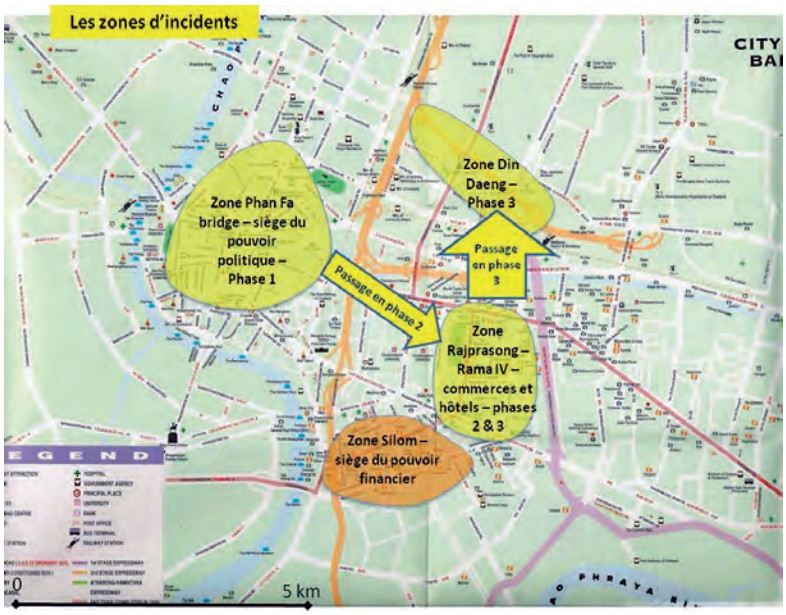
Entre mars et mai 2010, les rues de Bangkok ont été le théâtre d'une crise politique majeure connue sous le nom de crise des Chemises rouges. Désignant les fidèles de Thaksin Shinawatra, Premier ministre renversé par un mouvement militaire en 2006, ce vocable recouvre un ensemble disparate d'opposants au pouvoir qui se fédèrent en 2010. Ils se reconnaissent aux effets rouges (chemises, t-shirts, foulards, brassards) qu'ils arborent et se distinguent d'autres partis moins connus (Chemises jaunes, Chemises blanches).

Les sources portant sur les événements sont nombreuses et discordantes, le sujet revêtant de nombreux aspects politiques. La contestation a pris diverses formes, de la manifestation conventionnelle à l'action armée, mais en dépit de directives politiques peu claires et d'un bilan humain important (90 morts et environ 1 700 blessés), ces forces sont parvenues à revenir à une situation normale.

Tactiquement, deux aspects retiennent l'attention : d'une part les dirigeants des Chemises rouges ont organisé leur mouvement dans la durée et ont fait évoluer leurs modes opératoires, d'autre part la gestion de la crise par les forces de sécurité montre qu'ils ont su éviter le développement d'une guerre civile en dépit d'un niveau de violence réel.

La crise des Chemises rouges

La **première phase** des événements débute en mars 2010 dans les quartiers où siège le gouvernement. Elle s'inspire d'une première manifestation qui avait



de 35 bâtiments symboliques ; ils se dispersent à l'extérieur du quartier Rajprasong–Rama IV. Pendant ce temps, la force conduit une opération de siège par laquelle elle maîtrise tous les accès à la zone. Une fois les éléments perturbateurs dissociés des manifestants légitimes, l'armée et la police prennent pied dans le camp retranché. Ils laissent les leaders politiques proclamer la dispersion de la manifestation, évacuent les manifestants et sécurisent l'ensemble de la zone. Cette crise des Chemises rouges de Bangkok illustre ainsi les caractéristiques du combat en zone urbaine.

eu lieu en février 2009 laquelle avait entraîné la constitution d'un camp permanent près du siège du gouvernement, dispersé en avril. De nouveau, en mars 2010, un camp permanent est installé avec des tentes collectives pour assurer un soutien logistique (ravitaillement, soins, sécurité) pendant que la manifestation statique se transforme en un forum permanent, où les leaders haranguent une foule installée dans la durée. Elle aboutit aux affrontements du 10 avril près du Monument de la Démocratie, où l'on dénombre 24 morts, dont 19 civils et 5 militaires. On compte également 800 blessés.

Les leaders des Chemises rouges décident alors de passer immédiatement à une **deuxième phase,** en déplaçant le camp vers un quartier plus exposé aux médias. Le mouvement se durcit et le bivouac se transforme progressivement en un camp retranché. Les forces de police et armées ceinturent la zone, contrôlent les accès et se limitent à identifier les éléments violents. La situation évolue vers une impasse lorsque le 13 mai le général Khattiya Sawasdipol - surnommé « Seh Daeng » - est assassiné. Très charismatique, ce général a su fédérer autour de lui les Chemises rouges les plus violentes.

La **troisième et dernière phase,** du 13 au 19 mai, constitue la période la plus violente (39 morts et 313 blessés) car la mort de « Seh Daeng » radicalise les éléments. Parmi les manifestants figurent des groupes armés, constitués de personnes ayant un passé militaire. D'autres provoquent des débordements multiples comme la mise à sac et l'incendie

Un environnement opérationnel urbain très complexe

Le premier facteur de complexité est la situation politique de la Thaïlande. Les troubles du printemps 2010 constituent une péripétie parmi d'autres dans la vie politique thaïlandaise. Depuis 1932, date de l'instauration de la monarchie constitutionnelle, le pays a connu 19 tentatives de coup d'État militaires. La classe politique étant soupçonnée de corruption majeure, divers mouvements séparatistes ou religieux entretenant, par ailleurs, des actions séditieuses dans les provinces, les forces armées sont toujours très impliquées dans la vie politique. Seule la personnalité du roi, respectée de tous, fait consensus.

Dans Bangkok même, les zones où les incidents se sont déroulés sont porteuses d'une forte charge symbolique. En revanche, du fait de l'extension de la ville et de sa population – 1 500 km² pour 8 millions d'habitants – les conséquences de la crise sur l'environnement sont limitées. Si des actes de violence se sont produits partout dans le pays, les principaux ont été concentrés sur environ 6 km² au cœur de la cité, le reste de la ville n'étant que marginalement impacté par les opérations, principalement du fait de l'opération de siège conduite par la force autour du camp des contestataires.

Ce quadrillage a été rendu possible par le choix des dirigeants des Chemises rouges de s'installer dans un quartier restreint, accessible aux médias – dans une première phase, la zone du pont de Phan Fa d'abord, le site du gouvernement et du parlement ensuite – choix qu'ils ont renforcé dans une deuxième phase en s'installant dans le quartier Rajprasong–Rama IV – poumon économique et vitrine diplomatique et touristique – qui offre une plus grande visibilité internationale et donc une plus grande médiatisation. Cela a permis l'établissement d'un périmètre défensif qui s'est étoffé progressivement.

Cette implantation au cœur de la cité, avec des axes majeurs et des parcs mais aussi un maillage de rues plus étroites et resserrées, limitait cependant les possibilités de manœuvre et d'emploi des moyens de coercition. Les bâtiments de la zone principale des incidents (phase 2) étant de hauteur très variable, cela n'a pas facilité les actions de surveillance du camp adverse. La densité des bâtis étant relativement homogène, les manœuvres ont été cantonnées aux axes principaux, mais les cours et jardins ont été utilisés pour des débordements limités. En revanche, la zone étant marécageuse, les sous-sols très rares, il n'y a pas eu d'engagements souterrains.

Durant la crise, les observateurs étrangers n'ont pas manqué entre le personnel des ambassades, les journalistes internationaux et de nombreux touristes improvisés reporters au milieu du camp retranché. Beaucoup ont vu un mouvement démocratique inspiré du romantisme des révolutions populaires. La communication du gouvernement a donc été délicate.

Des opposants déterminés, mais hétérogènes

La direction du mouvement des Chemises rouges est éclatée, multiple, orchestrée par l'ex-Premier ministre Thaksin Shinawatra, en exil depuis 2006. Elle représente bien la diversité des populations qui se rassemblent dans une opposition à un pouvoir militaire : militants pro-démocratie, paysans du nord du pays, militants de gauche. La disparité des engagements se retrouve dans les modes d'action employés.

www.theguardian.com

La base des manifestants est constituée par des personnes de tous âges, venues souvent en famille. Une partie vient de la région de Bangkok mais une part des sympathisants est constituée de paysans des régions du nord et du nord-est. Dès le 13 mars, le mouvement mobilise près de 150 000 personnes. Les jours suivants, on estime que les manifestations réunissent entre 8 et 15 000 individus. L'attitude de ces manifestants varie selon les périodes, allant d'une certaine passivité à des pics de violence, durant lesquels « Seh Daeng » fédère les énergies.

Les Chemises rouges s'organisent progressivement en mettant au point un service d'ordre avec des volontaires. Le général « Seh Daeng » militarise le service d'ordre et organise le système de défense du camp en déployant un dispositif dans la profondeur (20 avril). Le cœur du camp retranché est constitué par un regroupement dense d'obstacles potentiels placés sur les axes (tentes collectives, véhicules) tandis que trois lignes de barrage sont déployées le long du camp avec des barricades de bambous taillés et des pneus de chiffons imbibés d'hydrocarbures qui, au moment de l'assaut, peuvent constituer un rideau de flammes (avec réserves de carburant et d'huile près des barricades). Très acérés, les bambous sont porteurs de dispositifs anti-hélicoptères de fortune constitués avec des fusées placées au bout des piques. Des postes de secours de fortune sont également envisagés avec des deux-roues prépositionnés comme moyen d'évacuation.

Les éléments les plus violents sont constitués de groupes ayant une réelle volonté politique, mais aussi d'individus – on en décompte jusqu'à 5 000 – qui profitent de l'instabilité naissante pour semer le chaos. Sympathisants de « Seh Daeng », ils sont équipés des moyens de fortune classiques des manifestations violentes : casques, masques respiratoires, frondes,

fusées, barres de fer, mais aussi lances en bambou. Dans cet ensemble environ 500 individus sont organisés et rompus aux situations très violentes. Ils profitent de l'exutoire entre le 13 mai – annonce de la mort de « Seh Daeng » – et de l'assaut du 19 pour se livrer à tous les débordements. Leurs dégradations atteignent leur paroxysme après le 19, avec l'incendie de nombreux bâtiments symboliques. Ils se dispersent au moment de l'assaut vers la zone de Din Daeng pour de dernières exactions.

On parle aussi d'une cinquantaine de « *Boys in black* », surnom attribué aux gardes-frontières thaïlandais, au sein desquels existe un ressentiment très fort depuis une réorganisation difficile. Ces hommes en noir, agissant de manière isolée ou en groupes constitués, semblent avoir tenté l'aventure à l'appel de « Seh Daeng », en mettant à son service leur expérience opérationnelle. Des éléments organisés sont repérés dans le chaos de la manifestation ; l'usage de fusils d'assaut (M16), de grenades et de lance-roquettes RPG depuis les rangs des manifestants peut leur être attribué.

Gérer une crise durable en pleine ville

Commandement : le pouvoir en place cherche à temporiser, le temps de trouver une solution. Il commence cependant par unifier le commandement des forces de sécurité, dont les composantes militaire et de police sont très dissemblables. La direction du centre de résolution des situations d'urgence (CRES) est confiée au chef d'état-major de l'armée de terre, qui impose la coordination des différentes forces de manière efficace.

www.greenleft.org.au

Équipements : le CRES dispose des unités militaires situées dans la région de Bangkok, à l'équipement parfois daté. Les troupes débarquées sont revêtues de tenues anti-émeute. Une partie seulement du dispositif est équipé de moyens à létalité réduite : bâtons de protection (« matraque »), boucliers, et chaque groupe de combat a un fusil à âme lisse (« *riot gun* ») avec balles en caoutchouc. La majorité reste équipée de fusils d'assaut (M16, Travor israélien) et fusils lance-grenades M79. Des unités de tireurs d'élite sont déployées dans la ville à partir du 19 avril. Le dispositif militaire est très visible durant le premier pic de violence du 10 avril, étant de ce fait plus exposé que les forces de police. Par la suite, le volume des forces déployées va d'un bataillon à cinq en fonction des incidents.

Coordination interministérielle : la capitale thaïlandaise est protégée par les 10 000 agents de la police métropolitaine de Bangkok qui ne possèdent pas de force permanente dédiée au maintien de l'ordre. Une part importante de la police ne cache pas sa proximité avec les Chemises rouges. Tout au long de la crise de réelles dissensions se font jour entre forces armées et de police. Plusieurs incidents marquent la mauvaise volonté et la partialité de la police : armes et munitions passant aux Chemises rouges, échec douteux dans une opération d'arrestation de nombreux leaders, etc.

en.wikipedia.com

Modes d'actions : en dépit de flottements réels dans la gestion de la crise et d'une analyse de situation lacunaire, le CRES choisit des modes opératoires avisés et efficaces. Il s'agit de faire le siège des manifestants en évitant de les acculer, de ne pas faire perdre la face à l'opposant, de maintenir une discipline exemplaire dans la force et de préparer l'assaut sur le long terme. Les forces de sécurité opèrent de façon très progressive. Pendant la majeure partie de

la crise, les accès au camp restent ouverts dans les deux sens, les véhicules ne sont pas fouillés et les barrages de barbelés, visibles, ne sont pas déployés. Une campagne d'opérations militaires d'influence est menée (camions de sonorisation, envoi de SMS, messages par voie de presse pour semer l'incertitude chez les manifestants). Le couvre-feu n'a été décrété que la veille de la mort de « Seh Daeng » et l'état d'urgence a été maintenu à Bangkok jusqu'en décembre 2010.

L'engagement final et ses enseignements

Commandement : la réussite de l'opération tient à la mise en place d'un **commandement unifié** qui assure la coordination entre policiers et militaires. Les moyens engagés sont restés limités à des moyens aussi légers que possible. Ils ont autorisé la **réversibilité de l'opération** et empêché de transformer la zone en « *Live Fire Area* ».

Modes d'actions : deux décisions ont permis de limiter la violence. D'abord, la planification de l'assaut a pris pour critère premier la **discrimination** qui permet de distinguer les éléments hostiles de la masse des manifestants à qui il a été reconnu le **droit légitime de manifester.** La force a **bouclé la zone sans empêcher les flux de population.** La porte a été laissée ouverte en permanence à ceux qui voulaient s'extraire de la manifestation, une **zone sanctuaire** étant définie dans le camp pour les manifestants non violents. L'assaut n'a été lancé que lorsqu'il ne restait visiblement que des éléments violents identifiés, isolés de la foule et traités à part, au cours des phases d'exutoire et de chaos final. Ensuite, un exutoire laissé aux émeutiers après la mort de « Seh Daeng » a été une soupape laissée aux fauteurs de trouble pour éviter un sursaut de violence durant la reprise du camp retranché.

On a évité de même un enlisement par un assaut bref et décisif. Le mode opératoire choisi a été le **bouclage du quartier** et la prise de contrôle des accès nord du camp rebelle. Les réactions étant limitées, un **assaut contenu** a pu être engagé à partir du sud, sur deux axes, jusqu'au cœur du dispositif rouge. Les unités d'infanterie ont pénétré dans le camp et effectué le nettoyage rapidement. L'action a duré 7 heures.

Équipements : Les moyens employés ont été le plus souvent limités au strict nécessaire. Les unités militaires se sont progressivement mises au deuxième plan ou en réserve, afin que les forces de police soient vues comme assumant leur rôle. Les unités sont le plus souvent déployées à pied, sans blindés. Des véhicules légers et camions ont été présents, parfois avec des moyens de sonorisation pour diffuser une musique assourdissante[1].

L'emploi de blindés d'infanterie n'est intervenu que lors de l'action finale, de manière raisonnée : seule une dizaine de M113 et de blindés type 63 de fabrication chinoise ont été employés pour ouvrir les barricades de bambous enflammés et permettre leur franchissement par la troupe à pied. Aucun char n'a été utilisé[2]. Apparemment les moyens du génie, dont l'emploi aurait été avisé, n'ont pas été utilisés. Pendant toute la crise, les deux camps ont été menacés par des frappes venant des toits (grenadage, tirs de snipers).

La crise des Chemises rouges constitue un exemple d'engagement des forces en zone urbaine face à une opposition diversifiée et au comportement imprévisible sous le regard permanent de la presse internationale. Si, au point de vue politique, le bilan final laisse un ressentiment durable au sein de la population, la troupe a fait preuve d'un sens tactique certain de la discipline et de maîtrise du feu.

Très médiatisée en son temps, cette crise est passée en second plan du fait de l'émergence des Printemps arabes. Le niveau de violence atteint aurait suffi à déstabiliser n'importe quel gouvernement dans d'autres pays. Elle est cependant un exemple récent d'intervention interministérielle, où les forces armées sont l'élément principal, face à une opposition très hétérogène, dans un environnement exclusivement urbain et médiatisé. Quoique mis en difficulté le régime a conservé toute sa stabilité : le gouvernement est resté en place.

[1] Procédé utilisé pour pousser le général Noriega à quitter la nonciature apostolique à Panama en 1990.

[2] On évite ainsi l'effet médiatique « Tien An Men », où l'image d'un manifestant bloquant seul une colonne de chars est diffusée par les médias du monde entier.

PRINCIPALES SOURCES

- Revue de la presse de langue siamoise, ambassade de France en Thaïlande, 2010.
- Marc Askew, *Legitimacy Crisis in Thailand,* Silkworm Books, octobre 2010.
- Culver S. Ladd, *Thailand Transformed: 1950-2012: Is Thailand the Test Case?* AuthorHouse, mars 2012.
- Michael J Montesano, Pavin Chachavalpongpun, Aekapol Chongvilaivan, *Bangkok, May 2010: Perspectives on a Divided Thailand,* Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, 2012, 360 p.

CENTRE DE DOCTRINE D'EMPLOI DES FORCES
Division Recherche et Retour d'Expérience
1, place Joffre – Case 53 – 75700 PARIS SP 07
www.cdef.terre.defense.gouv.fr